

## **Stop à la casse de la fonction publique !** **Stop à la casse de l'AEFE !**

L'appel à la grève lancé mardi 10 octobre 2017 par l'ensemble des organisations syndicales de la fonction publique a été très largement suivi dans la plupart des établissements français conventionnés ou en gestion directe d'Espagne : **Madrid**, 65 % au secondaire, 50 % primaire, **Barcelone** LFB 43 % secondaire, **Valence**, 40 % secondaire, 50 % primaire, **Bilbao**, 67 % secondaire, 50% primaire, **Malaga**, 50 % secondaire, 37,5 % primaire, **Alicante**, 67 % secondaire, **Villanueva** 100% primaire, **Murcie** 30% primaire...

Par ce mouvement, nous tenions, tout d'abord, à dénoncer les attaques virulentes contre la fonction publique et ses agents :

- ⑩ gel du point d'indice (9 % de baisse de pouvoir d'achat depuis 2010);
- ⑩ remise en place d'un jour de carence ;
- ⑩ suppression de 120 000 postes et suppression des contrats aidés (23 000 dans l'enseignement) ;
- ⑩ flou sur la compensation de la hausse de la CSG et sur le calendrier d'application de l'accord national de revalorisation des carrières.

A l'AEFE, les personnels détachés (résidents et expatriés) n'échapperont pas à ces mesures. Mais à cela s'ajoute **une coupe budgétaire d'une ampleur inédite** dans la dotation de l'Agence dès cette fin 2017 de 33 millions d'euros, soit plus de 8 % du budget ! Celle ci a été passée sous silence par un président qui vante la promesse du maintien du budget 2018, comme s'il ignorait que les millions devront bien être soustraits quelque part ! Cette mise à sac pourrait bien être fatale à l'opérateur public déjà largement fragilisé depuis plusieurs années par des saignées budgétaires successives...

Les premières conséquences, intervenant sur l'exercice 2018 d'ailleurs, ont déjà été annoncées :

- ⑩ **suppressions de postes** en profitant du fait que près de cent postes ont été gelés cette année suite à des problèmes de détachements ; nous rappelons que le nombre de collègues titulaires non résidents ne cesse d'augmenter en Espagne ;
- ⑩ hausse de la participation des établissements conventionnés et EGD au fonctionnement de l'Agence ce qui aura une **répercussion directe sur les frais d'écolage**, sur les conditions d'enseignement ainsi que sur la mise en œuvre des nombreuses actions pédagogiques participant à l'excellence et au rayonnement de notre réseau.

Nous sommes particulièrement inquiets des conséquences que cela implique pour le fonctionnement même des établissements qui vont voir leur équilibre budgétaire fortement fragilisé.

Pour les trois établissements en gestion directe (Barcelone, Madrid, Valence), la hausse constante des effectifs implique nécessairement des investissements importants pour maintenir la qualité d'accueil des élèves, avec quels moyens ?

Pour les établissements conventionnés (y compris ceux de la MLF), nous pouvons craindre que la pression budgétaire que devra imposer l'Agence entraîne une remise en cause des conventions, avec des conséquences dramatiques pour les agents détachés et un affaiblissement de notre réseau en Espagne (situation que nous avons malheureusement déjà connue en 2008).

Enfin, les hausses prévisibles de frais d'écolage et la baisse globale de l'enveloppe des bourses vont encore augmenter les difficultés de certaines familles françaises avec un risque évident de sortie du système d'enseignement français.

**Les personnels en grève demandent l'abandon des mesures programmées et l'ouverture d'une véritable négociation salariale pour la fonction publique.**  
**Les personnels en grève demandent que l'opérateur public AEFE soit doté des moyens nécessaires à son fonctionnement et à la hauteur de ses ambitions.**